

L'Afrique noire et le bilan de cinquante ans d'indépendance

Il y a près de 50 ans au lendemain des indépendances de la très grande majorité des pays africains, René Dumont (1962) écrivait *L'Afrique noire est mal partie*. Ce constat était-il prophétique ou a-t-il été infirmé par les faits? L'Afrique est à la fois une et plurielle. Elle est diversifiée du point de vue géographique, historique, économique, culturelle et géopolitique. Les réponses à la question posée par René Dumont diffèrent selon que l'on adopte une approche *top down* ou *bottom up* et selon l'éclairage disciplinaire retenu.

I Le regard sur l'Afrique: entre afropessimisme et afro-réalisme

Depuis que l'on écrit sur l'Afrique, dominent des représentations afropessimistes sur un «continent dans l'enfance» bien que le plus vieux du monde, caractérisé par les trois Parques mortelles de Malthus: les guerres, les épidémies et les famines. Les représentations dominantes aujourd'hui oscillent entre l'afropessimisme et l'afrocentrisme, considérant que les maux de l'Afrique viennent de l'extérieur, depuis la traite esclavagiste jusqu'aux drames actuels en passant par la colonisation.

Une démarche d'en haut (*top down*), présentant l'Afrique à partir d'indicateurs normés internationaux, donne souvent un éclairage «pessimiste». Elle montre que l'Afrique est placée sur une tendance de stagnation à long terme de la productivité conduisant à une marginalisation vis-à-vis des flux commerciaux et financiers internationaux et à un endettement extérieur difficilement gérable, même si l'on avait observé depuis le début du XXI^e siècle une certaine reprise de la croissance économique. Pour 12 % de la population mondiale, elle représente 1 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, 1,3 % du commerce mondial et 2 à 3 % des investissements directs étrangers (IDE). Les indicateurs de pauvreté y sont les plus élevés au monde. L'Afrique comprend 33 des 48 pays les moins avancés (PMA) et 36 des 45 pays à indice de développement humain (IDH) faible. Elle regroupe 180

LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET L'AFRIQUE

On avait constaté, en rupture avec le trend de stagnation et de marginalisation, au début du XXI^e siècle, une croissance économique africaine annuelle supérieure à 5% en moyenne et un reclassement géopolitique. Les équilibres financiers étaient, dans l'ensemble, réalisés avec une forte réduction de la dette extérieure et des finances publiques. L'Afrique avait diversifié ses partenaires et a accédé à de nouveaux financements. La flambée des cours des hydrocarbures, des produits miniers, agricoles et alimentaires s'expliquait largement par la croissance économique rapide des «émergents». On constatait globalement un maintien d'une spécialisation post coloniale entre les fournisseurs de matières premières non transformées et les fournisseurs de produits manufacturés ou de services.

La crise mondiale a modifié ces trajectoires. La crise mondiale infléchit les trajectoires du Tiers Monde et notamment de l'Afrique par le biais de trois principaux canaux de transmission:

1. Le canal *commercial et productif*. La chute en valeur des exportations se répercute en termes de devises et de recettes budgétaires.
2. Le canal *financier*. Les économies africaines ont été à court terme relativement déconnectées de la crise financière. Plusieurs effets financiers apparaissent néanmoins: la chute des transferts des migrants, la baisse de la part don de l'aide publique au développement et la chute des investissements directs étrangers.
3. *L'instabilité des prix*. Largement dépendantes des prix pétroliers, agricoles et alimentaires, les économies africaines subissent les effets de l'extrême volatilité des prix rendant impossible toute prévision et privilégiant ainsi des comportements court-termistes. L'Afrique devrait voir sa croissance en 2009 se situer à 3% contre 5,7% en 2007 (FMI). Bien entendu, ces facteurs extérieurs ne jouent qu'en relation avec les dynamiques internes (fragilité des Etats, régulation de tensions sociales, sécurité).

millions de sous-alimentés, 25 millions de personnes touchées par le virus du VIH/sida. Six pays étaient en conflit en 2009. Elle n'a enclenché que tardivement et de manière contrastée sa transition démographique et doit gérer des croissances démographiques qu'aucune autre société n'a eues à gérer dans l'histoire. L'Afrique est davantage un sujet subissant, voire jouant par sa nuisance, qu'un acteur géopolitique pesant par sa puissance. Elle est déclassée géopolitiquement sur l'échiquier international, malgré une inflexion récente et est plus mondialisée que mondialisatrice. Dans une représentation statique et statistique, l'élaboration d'indicateurs permet de comparer, d'ordonner et de classer l'Afrique au dernier rang de la classe internationale dans plusieurs domaines (PIB, Indice du développement humain ou de perception de la corruption). Chacun sait toutefois que l'on compte rarement ce qui compte et que les pays pauvres sont à faible fiabilité statistique.

En adoptant une démarche par le bas (*bottom up*), partant des pratiques du terrain d'acteurs différenciés et en changeant d'angle d'observation, le paysage devient plus contrasté, des «dynamiques du dedans» transparaissent et les Afriques plurielles deviennent contrastées.

Les maux de l'Afrique (conflits, famines ou épidémies) doivent être contextualisés. Les

conflits armés concernent principalement la Corne de l'Afrique et les pays voisins (Soudan, RDC). Le VIH/sida concerne principalement l'Afrique australe qui n'est pas aujourd'hui marquée par la conflictualité ou par une démographie non contrôlée. Les menaces environnementales de sécheresse concernent principalement les zones sahéliennes et la Corne de l'Afrique, alors que l'Afrique forestière connaît surtout des risques de mauvaise gestion de sa forêt. Face aux mêmes défis, les réponses des acteurs diffèrent selon les structures sociales et les choix politiques.

À un niveau général, les Africains ont été capables de gérer à leur manière, depuis leur indépendance, un triplement de leur population, un quintuplement de leur population urbaine, le maintien de frontières constitutives d'Etats-nations en voie d'émergence. Ils ont en deux générations réalisé des transformations culturelles et structurelles considérables. Sauf exceptions, le monde de la brousse s'est déplacé vers la ville avec l'accès aux infrastructures, aux images et à de nouveaux référents culturels. Les transformations institutionnelles sont considérables, que ce soit les réformes fiscales, la libéralisation ou les progrès de la démocratisation. L'apartheid a disparu. Les acteurs du bas ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités répondant à la satisfaction des besoins essentiels. Les

économies populaires ou «informelles» ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou de survie du plus grand nombre. Le développement des infrastructures, des systèmes scolaires et sanitaires, des appareils productifs, ainsi que l'émergence d'élites formées ou de la société civile font que l'Afrique du XXI^e siècle est fort différente de ce qu'elle était lors de la décolonisation. Un processus lent de démocratisation est en cours.

II Quel éclairage disciplinaire retenir? Entre ethnocentrisme et hétérocentrisme

La réponse à la question de René Dumont diffère également selon les disciplines. L'Afrique est un construit où s'affrontent les discours des sciences sociales. L'économiste mettra en avant la marginalisation, les faibles progrès de productivité, le poids des économies de rente et l'informalisation des économies africaines. A l'opposé l'anthropologue insistera sur la permanence des rapports de parenté, des structures sociales du symbolique ou du sacré. Le politiste cherchera à comprendre les rapports de pouvoir et les discours se jouant dans la sphère interne ou internationale, pas les acteurs du bas ou les pouvoirs officiels. Le géopoliticien mettra en avant la faiblesse des puissances africaines dans la scène

internationale et leur rôle de nuisance ou de jeu par le *soft power*.

Les représentations des sciences sociales sont à la fois ethnocentristes (se définir comme le référent) et hétérocentristes (penser les différences et relativiser les centres). Dans un monde de l'image et de l'instantané, le catastrophisme médiatique joue sur la compassion et l'urgence. Ce primat du court terme et de l'action humanitaire sur le développement s'accompagne très bien dans une mondialisation libérale d'un discours sur le développement durable et l'intergénérationnel. Comment sortir des idées reçues oscillant entre une Afrique sous-développée, attardée, engluée dans ses traditions venues du fonds des âges et celle d'une victime aliénée, exploitée justifiant l'approche humanitariste de compassion ou militante d'anticolonialisme? Comment éviter le dualisme opposant individualisme et communautarisme? Peut-on comprendre sur quels modes les sociétés insérées dans la modernité (efficacité, libertés, rationalisation) héritent de traditions (sacralisation, liens, hiérarchies) tout en construisant une

postmodernité porteuse de sens – direction et signification – (soutenabilité, citoyenneté)? *L'Afrique ambiguë* (Balandier 2003) construit sa modernité selon des chemins pluriels. On ne peut la réduire à des assignations identitaires en termes de tribus ou d'ethnies. Il est dangereux d'idéaliser les communautés villageoises consensuelles au nom d'une soi-disant solidarité. Des conflits et des rapports de force se jouent autour des biens communs. L'Afrique n'est pas une victime particulière de la violence, lot commun des sociétés humaines. On y observe une pluralité des registres, des normes, des règles et des symboles. Il y a perméabilité, métissage et hybridation des référents. Les tensions entre ceux-ci entraînent de la part des acteurs des négociations, des ruses, des compromis, des crises ou des violences conduisant à des trajectoires plurielles.

III L'Afrique aux marges de la mondialisation?

L'Afrique est incluse dans le système mondial mais se situe à sa périphérie. La

DIVERSITÉ DES VULNÉRABILITÉS ÉCONOMIQUES DES PAYS AFRICAINS

	Economies agroexportatrices	Régimes rentiers, miniers et pétroliers extravertis	Régimes mixtes (Emergents)
Déficits extérieurs. Contrainte extérieure forte (endettement)		RDC, Zambie	Afr Sud
Excédents extérieurs Pas de contrainte forte	Ghana, Kenya, pays appartenant à une union monétaire	Pays pétroliers et miniers	Maurice, Maroc, Tunisie

Source: Philippe Hugon, 2008.

marginalité, construction historique, sociale et spatiale, est toutefois affaire de discours et de pouvoir. C'est aussi en comprenant les dynamiques des marges que l'on comprend les pulsations et les mutations du système monde et que l'on peut éviter une vision occidentalocentrée. L'Afrique n'est ni au cœur des économies monde, ni charnière entre l'Occident et l'Orient comme le Moyen-Orient. Son histoire est largement déterminée par ces relations extérieures. Elle a longtemps joué un rôle de réservoir d'hommes et de richesses pour les économies conquérantes proches, voire de *terrae incognitae* jusqu'à la traite atlantique, exception faite des royaumes nubiens et éthiopiens, et des relations commerciales transsahariennes ou sur les côtes orientales. Elle demeure aujourd'hui essentiellement fournisseur de produits primaires et d'hommes, tout en jouant un rôle majeur dans le domaine culturel. L'Afrique a subi les conquêtes arabes, portugaises, hollandaises, britanniques, françaises, allemandes, espagnoles, italiennes, mais n'a pas été conquérante à l'extérieur.

L'Afrique, insérée dans la mondialisation, subit aujourd'hui les effets de la crise mondiale (cf La crise économique mondiale et l'Afrique).

Une autre focalisation *en profondeur de champ* vise à aller au-delà des indicateurs qui ne concernent que la ace visible de l'iceberg, pour révéler l'Afrique profonde, celle des permanences, de la longue durée des valeurs, du rapport au sacré ou des structures sociales et des rythmes désynchronisés par rapport au temps mondial, celle des pouvoirs réels, mais également des ruptures, voire des activités illicites s'organisant autour d'économies prédatrices et de guerres, celle des processus de

déstructuration et de re-socialisation par la violence, le religieux ou l'associatif. Une conception afrocentriste met en avant la civilisation négro-africaine. Une conception postmoderne visera à déconstruire les catégories de modernité, d'État et de nationalisme et à mettre en relief les résistances, les ruses et les actions populaires. Après un déclassement géopolitique lié à la chute du mur de Berlin, l'Afrique émerge en diversifiant ses partenaires et en retrouvant une croissance économique depuis le début du XXI^e siècle.

En *conclusion*, la réponse à la question de René Dumont doit être nuancée. L'Afrique n'est ni mal ni bien partie. Elle construit sa modernité à la fois dans la violence et dans la créativité. Elle a su, à sa manière, répondre à des défis considérables en termes de croissance démographique et urbaine, de construction d'États nations, de gestion de la post-colonisation, de développement des infrastructures. Elle connaît évidemment les conflits, la malnutrition, la sous-scolarisation. Les Africains construisent leur modernité en ayant un pied dans l'arbre à palabre et la tête dans internet. ■

Sources bibliographiques

- Georges Balandier — *Civilisés, dit-on*. Paris: PUF, 2003.
René Dumont — *L'Afrique noire est mal partie*. Paris: Le seuil, 1962.
Philippe Hugon — *Géopolitique de l'Afrique*. Paris: SEDES, 2^e ed, 2009 trad portugaise. Economia de África, Vulgata, Lisboa, 1999.
Philippe Hugon — *L'économie de l'Afrique*. Paris: La Découverte, Repères 6^{ème} ed, 2008.

FASES DAS INDEPENDÊNCIAS AFRICANAS

